

Liban Aïn El-Heloué, la « capitale » meurtrière des réfugiés palestiniens

Au moins 21 000 Palestiniens vivent dans ce bidonville miné par la pauvreté et la violence, où les luttes intestines provoquent régulièrement des combats. Le plus grand camp palestinien du Liban est désormais en partie encerclé par un mur que l'armée construit

LAURE STEPHAN

AÏN EL-HÉLOUÉ (SUD-LIBAN) - *envoyée spéciale*

Le contraste est saisissant. Autant la grande rue qui traverse Aïn El-Héloué, le plus grand camp de réfugiés palestiniens au Liban, est bruyante et animée, autant le quartier de Tiri a des allures fantomatiques. Pas un bruit, hormis le grésillement d'une radio provenant de l'unique commerce ouvert en ces lieux. Dans les ruelles trop étroites pour bénéficier d'un rayon de soleil, les murs sont criblés d'impacts de balles, traces des âpres combats (seize morts et une centaine de blessés) qui s'y sont déroulés en avril et août 2017, opposant plusieurs factions palestiniennes à un groupuscule islamiste armé.

Sur le sol jonché de douilles, les gravats s'amoncellent. Kalachnikov à la main, un jeune milicien de la Force conjointe palestinienne, chargée de la sécurité dans le camp, nous escorte, comme si des masures en parpaing désormais vides pouvait encore jaillir une menace. Un homme plus âgé, revolver coincé à l'arrière de son pantalon, accourt, nerveux et colérique, réclamant un contrôle d'identité. Deux jours plus tôt, explique-t-il, un combattant extrémiste a tenté de faire le coup de feu au milieu de ces rues désolées. Le quartier de Tiri avait pourtant été déclaré « sous contrôle » par les responsables de la Force conjointe.

La plupart des habitants de Tiri ont été forcés de trouver refuge ailleurs. « *Mes jumeaux étaient tout petits. On était terrorisés. On s'est enfuis, en pensant revenir vite, se rappelle Amal Jomaa, une déplacée. Mais notre maison a été détruite. Il n'y a jamais eu de sécurité dans le camp. Mais c'est la première fois qu'il y a eu de telles destructions à cause d'un conflit interne.* » Pas un mot sur l'ex-caïd des lieux : Bilal Badr, au cœur des deux rounds des combats de 2017. Par peur de représailles de ses lieutenants encore présents dans le camp ?

L'EMBLÈME DE L'EI

Plusieurs zones d'ombre entourent le parcours de Bilal Badr. Les uns le présentent comme un délinquant, une petite frappe ; les autres, comme un dangereux djihadiste, à la tête d'une vingtaine de combattants. Suspecté

d'avoir commandité des assassinats et caché des fuyitifs, il a longtemps figuré en haut de la liste des personnes recherchées par les autorités libanaises. La maison de ses parents, où il se serait retranché pendant les combats, est ravagée. Dans la pénombre de Tiri, on en entrevoit les ruines. La peinture noire de l'emblème de l'organisation Etat islamique (EI), sur le mur de l'entrée, a perdu de son éclat et a été trouée de balles. Bilal Badr est parti : en janvier 2018, il a émis un communiqué confirmant sa présence en Syrie, « *pays du djihad et de la gloire* ».

Dans la partie du camp dévastée, les travaux de reconstruction ont désormais débuté. Leur coût, financé par le Japon, est estimé à 3 millions de dollars (2,5 millions d'euros). Des habitants ont pu rentrer chez eux, mais la plupart des quatre cents familles qui y vivaient devront attendre la fin de la réhabilitation, prévue cet été, avant de regagner leurs foyers.

A Aïn El-Héloué, un bidonville en dur de moins d'un kilomètre carré, abritant 21 000 réfugiés, selon les chiffres officiels libanais, mais 50 000 personnes d'après les sources locales, et situé en bordure de la ville portuaire de Saïda, la violence est endémique. Le plus souvent, elle s'apparente à des règlements de compte personnels. Mais, à la différence de ces vendettas à répétition, les affrontements de 2017 ont fait craindre aux Palestiniens une escalade dramatique, qui aurait pu mener à la destruction totale du camp. Même si les combats ne se sont pas limités au quartier de Tiri, ce scénario apocalyptique n'a pas eu lieu. Aïn El-Héloué n'en a pourtant pas fini avec la violence.

Ce qui pourrait n'être que la chronique ordinaire des convulsions d'un camp palestinien miné par l'exclusion, la pauvreté et les luttes intestines prend, dans le contexte libanais, une autre dimension. Aïn El-Héloué est observé avec vigilance et inquiétude. En effet, le camp jouxte la route vers le sud, utilisée par les convois de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul). Le sud du pays, frontalier d'Israël, est par ailleurs un fief du puissant mouvement pro-iranien Hezbollah. Quand le camp s'embrase, c'est tout l'accès vers cette région qui est menacé.

Si la violence devient incontrôlable, le risque d'une contagion dans d'autres camps palestiniens disséminés près des grandes villes li-

banaises n'est pas non plus à exclure. Souvent évoquée pour rappeler l'injonction faite au Hezbollah de remettre son arsenal militaire à l'Etat libanais, la résolution 1559, votée par le Conseil de sécurité de l'ONU en 2004, appelle aussi les milices non libanaises – et donc palestiniennes – à désarmer. En vain.

A Aïn El-Héloué, la présence des armes est ancienne. Les récits des ex-combattants des années 1960, 1970 et 1980 en attestent. Lorsqu'ils évoquent les espoirs de retour longtemps cultivés et leur passé de fedayin en guerre contre Israël, ils retracent des années marquées par la fierté et le sang. Dès la fin des années 1960, le camp était l'une des bases militaires de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). De force de guérilla près de la frontière israélienne, le mouvement s'est rapidement imposé comme un puissant acteur dans le jeu politique libanais, un « Etat dans l'Etat ». Le combat palestinien va s'imbriquer dans les tensions interlibanaises croissantes. Lorsque la guerre civile éclate, en 1975, les factions palestiniennes, alliées à la gauche et aux partis musulmans libanais, prennent part aux affrontements contre les forces chrétiennes.

L'invasion israélienne du Liban, en 1982, reste une page noire de l'histoire du camp. Les bombardements causent de lourdes destructions. Des hommes sont arrêtés et internés dans le camp d'Ansar, plus au sud, géré par l'armée israélienne. Avec l'expulsion de l'OLP du Liban, les réfugiés renouent avec la marginalisation.

Puis vinrent les accords de paix d'Oslo, en 1993. Pour les Palestiniens du Liban, y compris ceux d'Aïn El-Héloué, ce fut un coup de poignard dans le dos, après des années de sacrifices : ces accords donnaient la priorité à l'édification de structures étatiques dans les territoires occupés de Cisjordanie et dans la bande de Gaza, aux dépens du « droit au retour » des réfugiés, sanctionné par une résolution de l'ONU.

S'ensuivit une inévitable remise en question du leadership palestinien. Celle-ci fut exacerbée par les manœuvres des services de sécurité syriens pour saper l'autorité de l'OLP au Liban. Dans ce contexte, les mouvements islamistes apparus, au début des années 1980, à Aïn El-Héloué ont gagné en puissance. Un réseau de salafistes djihadistes s'est aussi constitué, dont le chercheur Bernard Rougier

a relaté la genèse dans *Le Jihad au quotidien* (PUF, 2004). La Palestine passe au second plan d'une lutte plus globale. Des militants rejoignent le djihad en Afghanistan, puis en Irak.

L'absence de perspectives au Liban a aussi favorisé la radicalisation. Grands perdants de la guerre libanaise, les Palestiniens sont tenus pour responsables de l'éclatement du conflit, bien que de multiples facteurs aient contribué à la descente aux enfers du pays. Une fois la paix revenue, en 1990, Beyrouth multiplie les restrictions – comme l'interdiction d'accéder à la propriété et d'exercer un certain nombre de professions – et martèle son refus de « l'implantation » des réfugiés.

Au fil des années, Aïn El-Héloué s'est bâti une réputation de repaire d'extrémistes et de havre pour fuyitifs de tout poil et de toutes nationalités : criminels de droit commun, suspects de terrorisme ou d'attaques contre l'armée. Mais ses habitants détestent que leur camp soit assimilé à un « mini-Kandahar » (du nom de la principale ville pachotoune, dans le sud de l'Afghanistan) et rappellent que les extrémistes ne constituent qu'une infime minorité. C'est vrai, tout comme il est vrai que ces lieux attirent des personnages peu recommandables.

En 2007, c'est ainsi vers Aïn El-Héloué qu'avaient afflué les irrédutibles de Fatah Al-Islam. Ce groupuscule extrémiste, longtemps manipulé par Damas, avait combattu l'armée libanaise dans un autre camp, celui de Nahr El-Bared, près de Tripoli, dans le nord du Liban. Durant les premières années suivant la révolte syrienne contre le régime des Assad qui a éclaté en 2011, d'autres combats et frictions ont opposé les militaires à des Libanais, salafistes ou proches d'Al-Qaïda, qui se sont repliés à Aïn El-Héloué, tout comme des militants des brigades Abdullah Azzam, qui revendiquèrent l'attentat contre l'ambassade d'Iran à Beyrouth, en 2013.

Dans l'autre sens, des départs de combattants ont eu lieu à partir du camp vers des groupes djihadistes en Syrie (l'ex Front Al-Nosra, émanation d'Al-Qaïda, ou l'EI). Le conflit syrien a contribué à renforcer les groupuscules les plus radicaux, attestant de liens avec les extrémistes en Syrie, et à exacerber les frictions entre factions palestiniennes pro et anti-Assad. En 2016, l'armée avait arrêté Imad Yassine, un militant présenté comme le chef de l'EI à l'intérieur d'Aïn El-Héloué, suspecté de fomenter des attentats au Liban.

UN MUR HAUT DE 5 MÈTRES

« La situation sécuritaire est aujourd'hui sous contrôle », assure Abou Achraf Al-Armouchi, un chef militaire du Fatah (parti du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, fondé par Yasser Arafat) et commandant local de la sécurité nationale palestinienne. « Des extrémistes ont quitté le camp, et ceux qui pourraient représenter une menace ont peur. Seuls les hommes qui n'ont pas peur sont dangereux », dit-il dans un sourire, depuis le QG de la Force conjointe. Dans ce bureau, un écran affiche les images d'une dizaine de caméras de surveillance, plantées devant l'entrée et dans les rues avoisinantes.

Pour contenir les risques d'une explosion de la violence, les autorités libanaises ont répondu par un plan sécuritaire et par des contacts accrus avec les divers acteurs palestiniens. Les effets sont déjà visibles sur la géographie d'Aïn El-Héloué, naguère considéré comme la « capitale » des réfugiés palestiniens au Liban. Bordé au sud par les orangers et la végétation, le petit territoire où se

massent les réfugiés palestiniens, y compris plusieurs milliers qui ont fui la guerre en Syrie, est désormais en partie encerclé par un mur de béton, d'une hauteur de 5 mètres, construit par l'armée.

En vertu d'accords datant de 1969, au début de la lutte armée de l'OLP contre Israël depuis le pays du Cèdre, les forces de sécurité libanaises ne sont pas autorisées sur son territoire, ainsi que dans la majorité des camps palestiniens du Liban. Il a bien fallu chercher une alternative. Conçu en 2013 dans le but de « stopper les passages clandestins d'islamistes », selon une source informée, le mur a commencé à être érigé fin 2016, suscitant des réprobations au Liban.

La construction s'est poursuivie. Au final, il devrait s'étendre sur plus de 1500 mètres de long sur les flancs ouest et sud du camp, avec une vingtaine de miradors. Certaines de ces tours sont déjà bien visibles. À l'entrée principale, les contrôles d'identité se sont intensifiés et le barrage de l'armée est devenu plus imposant, étalé sur plusieurs dizaines de mètres; une barrière métallique mobile a été installée pour fermer le passage chaque fois que se produisent de nouveaux incidents.

Alors que d'autres camps palestiniens du Liban se sont fondus dans l'espace urbain, comme celui de Chatila aux portes de Beyrouth, Aïn El-Héloué ressemble à une enclave isolée, nourrissant un sentiment d'humiliation parmi ses habitants. « Le mur n'est pas acceptable. C'est un signe de la discrimination qui sévit au Liban, contre les étrangers en général, et contre les Palestiniens et les Syriens en particulier », juge Cheikh Jamal Khattab, un prêcheur respecté dans le camp, dont le discours emprunte au nationalisme palestinien et à l'islam radical. C'est par ailleurs un médiateur influent, dont chacun aime ici à rappeler qu'il est diplômé de l'un des établissements les plus prestigieux du Liban, l'Université américaine de Beyrouth.

« Si des fuyitifs ont pu entrer dans le camp, est-ce la faute des Palestiniens, ou bien celle des responsables libanais? », s'interroge encore Cheikh Jamal Khattab, fondateur du Mouvement islamique combattant, l'une des multiples factions locales. « Je peux comprendre que des mesures soient prises pour contrôler les mouvements de djihadistes, affirme pour sa part un journaliste palestinien résidant à Aïn El-Héloué. Mais le camp ressemble désormais à une prison. C'est comme si la totalité des Palestiniens étaient assimilés à des terroristes! »

Arguant de la volatilité de la situation, l'armée a restreint l'accès du camp aux journalistes. Les autorisations ont toujours été nécessaires pour y pénétrer. Dorénavant, elles sont accordées au compte-gouttes. Une fois à l'intérieur, il est impossible de ne pas constater la détresse des habitants dont l'horizon est condamné, faute d'avenir au Liban et de perspectives de retour sur les terres des anciens, chassés de Palestine.

Outre la violence endémique, plus d'un habitant sur deux est au chômage. Dans les rues, nombreux sont les hommes jeunes, assis sur des chaises en plastique, à fumer ou à tuer le temps. Ici, tout est étrié. Des maux banals, comme la circulation, se transforment en véritables calamités. Chacun vit sous le regard de son voisin. La politique est partout, se mêlant des œuvres caritatives, et même des hôpitaux. Et puis il flotte ce sentiment que rien, jamais, ne s'améliore.

LES MILICIENS DE LA FORCE CONJOINTE

Les miliciens quadrillant le camp, arme à la main, sont aujourd'hui plus nombreux qu'il y

a quelques années. Des hommes sont postés dans les rues. Pour eux, il s'agit d'un emploi comme un autre, avec un salaire de 300 dollars par mois. Ils appartiennent à la Force conjointe palestinienne, déployée depuis le printemps 2017, après une précédente tentative infructueuse. Elle compte aujourd'hui 150 hommes. Sa mise en place a été accélérée par la montée du péril djihadiste dans le camp, lié à la guerre en Syrie. Sa mission, selon son chef, Bassam Saad, membre du Fatah, est de « préserver le camp de la violence et des autres menaces, comme la drogue », dont l'usage est en expansion, selon plusieurs interlocuteurs.

L'efficacité de cette force, en grande partie financée par l'Autorité palestinienne à Ramallah, et dont la formation a été approuvée par Beyrouth, dépend, sur le terrain, d'une nécessaire entente entre ses composantes disparates. Autour du Fatah, elle inclut notamment d'autres factions de l'OLP, le Hamas (mouvement islamiste palestinien qui contrôle la bande de Gaza) ou encore des mouvements islamistes radicaux tels qu'Osbat Al-Ansar (auteur d'actes terroristes au Liban dans les années 1990-2000), le mouvement de Cheikh Jamal Khattab (suspecté d'avoir recruté pour le djihad en Irak dans les années 2000) ou encore Ansar Allah (proche du Hezbollah)... Tous trois ont aujourd'hui une approche pragmatique : maintenir un statu quo pour préserver le camp.

Problème, la Force conjointe reste perçue comme une ramification du Fatah et, à Aïn El-Héloué, les antagonismes sont multiples. Se jouent, entre Fatah et Hamas, ou au sein même du Fatah, des luttes de pouvoir – reflet en miniature de celles qui déchirent les territoires palestiniens. « Une faction unique ne peut pas contrôler le camp », insiste Mahmoud Issa, alias « Lino », aujourd'hui dissident du Fatah et proche de Mohammed Dahlan, l'ex-chef du contre-terrorisme palestinien passé dans l'opposition à Mahmoud Abbas, qui l'a expulsé du Fatah en 2011 et obligé à s'exiler aux Emirats arabes unis. Son bureau est tapissé de portraits de Yasser Arafat et de cartes de la Palestine. Outre ces difficultés internes, la Force conjointe est aussi sous pression de l'armée libanaise, à qui elle doit remettre des fuyitifs et autres fauteurs de troubles.

« Nous répondons à l'ambassade palestinienne à Beyrouth et nous nous coordonnons quotidiennement avec l'armée libanaise », explique Bassam Saad. Face au défi posé par les groupes djihadistes, la stratégie consiste à les contenir plutôt qu'à les dissoudre. « Prendre les armes des extrémistes, cela reviendrait à détruire le camp », assure Abou Achraf Al-Armouchi. De toute façon, ce sont aussi nos enfants : ils font partie du paysage. » Selon les responsables palestiniens, Aïn El-Héloué compte une centaine de personnes soupçonnées d'appartenir à des groupes djihadistes, actuellement recherchées par les autorités libanaises. « Il ne s'agit pas de chefs importants, plutôt de gens inspirés par l'idéologie [de l'ex Front] Al-Nosra [l'ancienne branche syrienne d'Al-Qaïda] ou de l'EI, sans appartenir directement à ces groupes », affirme Bassam Saad.

DES LIMITES À NE PAS FRANCHIR

Malgré des déclarations rassurantes de la Force conjointe, le territoire déjà exigu d'Aïn El-Héloué reste morcelé, cloisonné et, donc, sous tension. Chaque leader connaît les limites géographiques qu'il ne peut franchir, sous peine de se retrouver en danger de mort, et se déplace entouré de gardes du corps. A Tamir, un bastion extrémiste proche de son QG, la Force conjointe n'entre pas. Exten-

sion du camp, le quartier mitoyen ne fait pas strictement partie d'Aïn El-Héloué et échappe donc à son autorité.

Ces violences latentes ont de lourdes répercussions sur le quotidien des habitants. Nisrine Ayoub, qui dirige une école de filles de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, est devenue malgré elle une « experte » en affaires militaires. Les mesures de sécurité, comme le plan d'évacuation, occupent cette femme joviale à la silhouette ronde autant que l'éducation de ses élèves. « S'il y a un assassinat, les hostilités vont basculer de l'usage de l'AK 47 [kalachnikov] à celui des RPG [lance-roquettes] en trente minutes. C'est de ce laps de temps que l'on dispose alors pour évacuer les enfants vers une salle sécurisée, avant de les renvoyer chez eux », dit-elle avec gravité.

Une multitude d'incidents se sont déroulés près de son école, située « sur la ligne de front » : un assassinat, un règlement de compte, des combats... « Entre août 2015 et août 2017, nous avons vécu dans un état d'urgence sécuritaire », dit-elle. En 2017, l'école a été fermée pendant près de trente jours. Après les violences, il faut panser les plaies, être à l'écoute des élèves sans jamais s'immiscer.

Un bon connaisseur du camp témoigne du désarroi des habitants : « Les gens vivent dans une tension permanente. Ils aspirent à la stabilité et à la sécurité. Ils ne pensent plus à réclamer de changement auprès des factions. Ceux qui n'en peuvent plus partent, quittent le Liban. Il y a aussi un problème générationnel, poursuit-il. La vieille garde gère le quotidien du camp au sein du comité populaire, qui n'est pas élu. Il n'y a pas de renouvellement, pas de place pour les jeunes, pas de place pour s'exprimer. »

A toutes ces difficultés, la réponse sécuritaire de l'armée libanaise n'apporte aucune solution. Et les discriminations demeurent un terreau fertile de la colère. « Avec ou sans mur, le problème des Palestiniens, c'est la vie qu'ils mènent au Liban : les restrictions sur le marché du travail, sur l'accès à la propriété... même sans mur physique, les réfugiés sont encerclés par des murs psychologiques », dénonce Cheikh Jamal Khattab.

Côté libanais, on trouve aussi des responsables qui s'inquiètent de ce mur, aux effets plus polarisants que sécurisants. « Il n'empêche pas les infiltrations, et pour [lutter contre] quelques centaines d'extrémistes, la dignité de toute une communauté [les Palestiniens] est mise à

mal », estime Abdel Nasser Al-Ayyi, directeur exécutif du Lebanese Palestinian Dialogue Committee (LPDC). Placée sous l'autorité du premier ministre libanais, cette entité créée en 2005, après la fin de l'occupation syrienne, est chargée de définir une stratégie sur le dossier palestinien. Selon M. Al-Ayyi, si les mesures de sécurités sont nécessaires, « car la situation sécuritaire dans les camps ne va pas dans le bon sens », il « convient d'apporter une réponse globale, incluant l'amélioration des conditions de vie ». Une formule répétée à l'envi par nombre de responsables libanais, mais qui ne s'est jamais concrétisée. Les efforts du LPDC pour ouvrir la voie à une amélioration des droits sociaux des Palestiniens peinent à se matérialiser. L'hostilité envers les Palestiniens reste diffuse, et le dossier a été sans cesse ajourné par la classe politique.

Tant que l'exclusion persiste, Aïn El-Héloué semble voué à subir d'autres cycles de violence, et les groupes extrémistes à continuer de recruter. Toutefois, pour Bassam Saad, le chef de la Force conjointe, « la fin de la guerre en Syrie pourrait permettre une baisse des tensions ». Mais cet horizon semble encore lointain. Et le retour de Syrie de combattants aguerris s'annonce comme un autre défi. ■

Les Palestiniens, des exclus au pays du Cèdre

Un recensement, effectué fin 2017, dénombre 174 422 Palestiniens réfugiés au Liban

70 ANS D'EXODE ET D'AFFAIBLISSEMENT POLITIQUE

1948, 1967 : GUERRES EN ISRAËL

L'exode des Palestiniens

A la suite de la création d'Israël, en 1948, la guerre provoque l'exode d'Arabes vers le Liban. Ils rejoignent de la famille ou s'installent dans les anciens camps d'Arméniens, ou dans six camps créés alors. Après la guerre des Six-Jours, en 1967, le gouvernement israélien expulse des populations palestiniennes qui s'installent dans douze camps construits en marge des villes. Dans ces camps pauvres, densément peuplés, s'affirment la résistance palestinienne.

■ Régions de départ des populations palestiniennes (avril et décembre 1948)

● Ville à forte population palestinienne

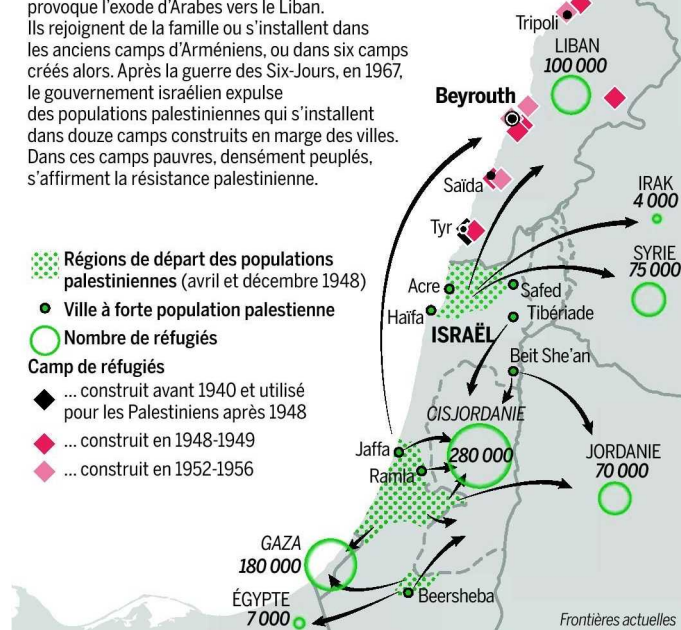
○ Nombre de réfugiés

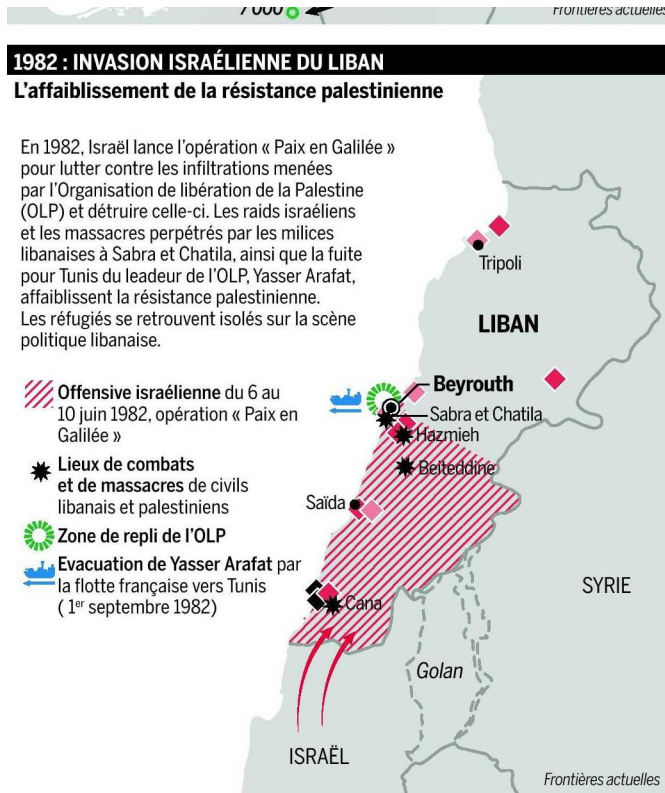
Camp de réfugiés

◆ ... construit avant 1940 et utilisé pour les Palestiniens après 1948

◆ ... construit en 1948-1949

◆ ... construit en 1952-1956



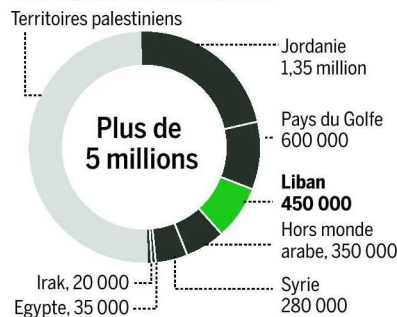


1993 : ACCORDS D'OSLO

Une trahison pour les réfugiés

En 1993, après les accords d'Oslo entre Israël et l'OLP, la question des réfugiés de 1948 est écartée. L'objectif de l'accord, un « Etat palestinien indépendant », concerne les Palestiniens situés dans les territoires occupés et non ceux de l'extérieur. Les accords renforcent la direction de l'OLP, mais marginalisent la cause des réfugiés, qui était pourtant la raison d'être du mouvement à son origine.

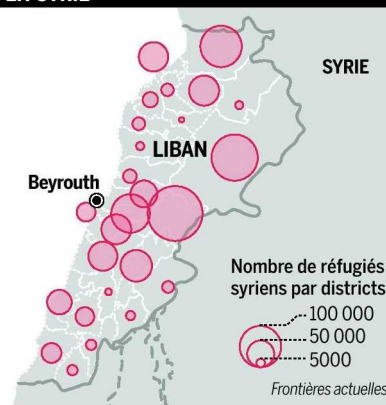
POPULATION PALESTINIENNE ESTIMÉE EN 1990, PAR PAYS DE RÉSIDENCE

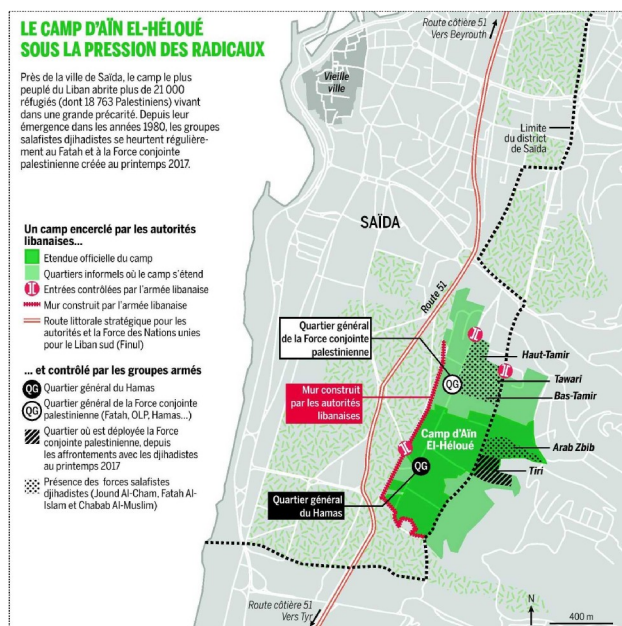
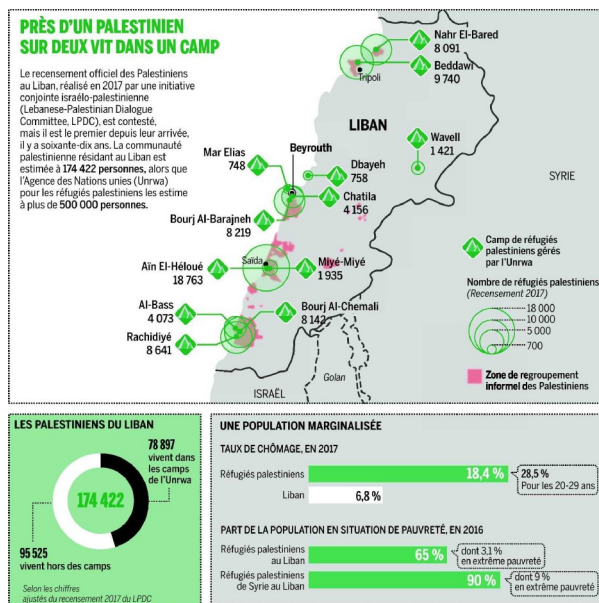


DEPUIS 2011 : GUERRE CIVILE EN SYRIE

L'afflux de nouveaux réfugiés

Dès 2012, la guerre a contraint des Palestiniens de Syrie à migrer dans les pays voisins, y compris au Liban. En décembre 2015, ils sont 42 000 réfugiés palestiniens à être arrivés au pays du Cèdre. S'ajoutent un million de déplacés syriens dont l'arrivée accroît la pression démographique et les rivalités entre réfugiés palestiniens et déplacés de guerre.





Cartographie : Flavie Holzinger, Véronique Malécot et Delphine Papin

Sources : N. Dot-Pouillard, *La Mosaïque éclatée. Une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, Acte Sud, Arles/Beyrouth, 2016 ; « Population and Housing Census in Palestinian Camps and Gatherings in Lebanon », 2017, LPDC ; M.-K. Dorai, *Les Réfugiés palestiniens du Liban*, CNRS Editions, 2013 ; « Survey on the Economic Status of Palestine Refugees in Lebanon », AUB/Unrwa, 2016 ; F. Encel, *Atlas géopolitique d'Israël*, Autrement, 2012 ; P. Blanc, J.-P. Chagnollaud, S.-A. Souiah, *Atlas des Palestiniens*, Autrement, 2014 ; OCHA ; *Le Monde*

Karim Emile Bitar « Les Libanais ont toujours l'impression d'être dans un entre-deux-guerres »

Depuis la fin de la guerre civile et le conflit avec Israël, le Liban survit dans le statu quo, observe ce spécialiste du Moyen-Orient. Il doute fort que les législatives du 6 mai permettent un renouvellement de la classe politique

ENTRETIEN

A l'occasion des élections législatives du 6 mai, Karim Emile Bitar, directeur de recherche à l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques) et professeur de relations internationales à l'université Saint-Joseph de Beyrouth, décrypte le fonctionnement du système politique libanais.

Un premier scrutin après neuf années sans élections, une nouvelle loi électorale adoptant la proportionnelle, des candidats issus de la société civile... L'élection du 6 mai peut-elle conduire à un renouvellement de la classe politique libanaise ?

Ce sera la première élection adoptant le mode de scrutin proportionnel, qui était l'une des plus anciennes revendications des forces de changement et de la société civile libanaise. Il existe une vraie colère à l'égard des partis traditionnels, qui ont lamentablement failli dans leur gestion des affaires publiques. La crise des déchets, à l'été 2015 [*manifestations contre le gouvernement à la suite de l'envahissement des rues de Beyrouth par des amas d'ordures*], avait mis en lumière cette incurie. Il y a enfin un désir de renouveau, qui s'était déjà exprimé, en 2016, aux municipales de Beyrouth et qui est aujourd'hui porté par des listes indépendantes.

On aurait donc pu penser que les conditions étaient réunies pour que se lève une vague de « dédagisme », qui aurait conduit à l'entrée au Parlement d'une vingtaine de figures réformatrices. Mais je crains que nous ne rations cette occasion de renouvellement. Les sondages donnent les listes de la société civile en deçà du seuil d'éligibilité dans la quasi-totalité des circonscriptions. Le plus probable est que nous n'aurons que quelques petites surprises, qui ne changeront rien à l'équilibre des forces et que [*le premier ministre*] Saad Hariri sera reconduit à la tête d'un gouvernement d'union.

Le passage à la proportionnelle ne suffira-t-il donc pas à produire un changement ?

La manière dont cette loi électorale a été enfantée et les alliances purement opportunistes qui en ont découlé ont vidé la proportionnelle de son sens et de son contenu, ce qui fait qu'on peut parler de vraie-fausse proportionnelle, ou de scrutin majoritaire déguisé. Le découpage du pays en quinze circonscriptions de taille inégale, puis en districts, les *caza*, souvent très homogènes d'un point de vue communautaire, a perpétué le système clientéliste et confessionnel. Deuxième aberration : les listes sont formées de bric et de broc, c'est un vrai bazar électoral. A l'intérieur de beaucoup d'entre elles, on peut trouver un prosaoudien et un proche du camp irano-syrien, un partisan du désarmement du Hezbollah [*le mouvement chiite est le seul à avoir conservé son arsenal à la fin de la guerre civile - 1975-1990 -*, au nom de la lutte contre l'occupation du sud du Liban par Israël], et un soutien de la « résistance » que ce même Hezbollah dit incarner. Aucun des partis de l'establishment ne pouvant prétendre obtenir la majorité de la représentation, ils s'appuient les uns sur les autres et forment des alliances contre-nature, visant à maintenir le nombre de sièges dont ils disposent.

La classe politique dominante se serre-t-elle les coudes pour ne pas perdre la main ?

Exactement. L'objectif de ces alliances purement électoralistes est de maximiser les suffrages pour passer le seuil d'éligibilité, qui dépendra du taux d'abstention et pourrait osciller, selon les circonscriptions, entre 8 % et 16 % des suffrages, un taux assez élevé pour les indépendants qui ne disposent ni de moyens financiers ni du soutien de l'appareil d'Etat. Les vraies batailles se mènent à l'échelle du *caza*, où chaque électeur, après avoir choisi une liste, doit désigner son candidat. C'est le système dit « du vote préférentiel », troisième aberration, qui crée de farouches rivalités à l'intérieur d'une même liste et qui favorise les notabilités locales, les grands partis ou les candidats les plus fortunés. Cette loi électorale, monstre hybride, et ces alliances entre rivaux visent à garantir la perpétuation de l'establishment, tout en donnant l'impression d'une consultation démocratique. C'est pernicieux, mais très habile. Les élites politiques libanaises compensent leur nullité en matière de gestion des politiques publiques par un véritable brio en matière de politique politicienne.

Qui sont les membres de cet establishment ?

On peut aujourd'hui distinguer trois types d'élites politiques au Liban. D'abord, les vieilles familles féodales et les notabilités d'avant-guerre qui ont réussi, sauf dans la communauté chiite, à se maintenir au centre du jeu politique. Si l'on compare la composition du Parlement de 1937 avec celle d'aujourd'hui, on se rend compte qu'une quinzaine de familles sont toujours représentées. Deuxième catégorie : les élites issues de la guerre civile, c'est-à-dire les chefs de milice qui se sont auto-amnistiés à la fin des combats, au nom de la réconciliation nationale, et sont entrés en politique. Troisième catégorie : le club des milliardaires, les hommes d'affaires qui sont montés en puissance depuis les années 1990. Ces trois groupes forment un rouleau compresseur en face desquels les élites

indépendantes, libérales ou progressistes ont très peu de chances. Même avant l'émergence des miliciens et des affairistes, les notabilités traditionnelles tuaient dans l'œuf toute velléité de réforme. Le président Fouad Chéhab [1958-1964] les appelait les « fromagistes ». Ils savent taire leurs rivalités dès qu'il s'agit de préserver leur part du fromage.

Quels autres facteurs expliquent la résilience de cette caste sur le long terme ?

L'argent joue un rôle prépondérant dans ces élections, dans la mesure où l'Etat ne rembourse pas les dépenses de campagne et où le plafond des dépenses autorisées par la loi, bien que déjà très élevé, est souvent largement dépassé. La minute de télévision se facture de 3000 à 5000 dollars aujourd'hui, beaucoup plus en prime time. On peut facilement arriver à 10 millions de dollars [8,2 millions d'euros] pour faire élire un député. A cela s'ajoute le fait que le public des partis traditionnels est en grande partie captif. Les postes et prébendes qu'ils distribuent à leurs partisans et les services qu'ils peuvent rendre, du fait de leur présence au sein des institutions, aident à maintenir un fort niveau d'adhésion. Quand tout cela ne suffit pas, on fait vibrer la fibre communautariste et on joue sur les peurs des minorités religieuses. Par ailleurs, l'establishment a eu l'habileté de coopter quelques figures indépendantes très appréciées de la société civile, qui auraient pu prendre la tête d'un mouvement antisystème. La société civile, malgré tous ses efforts, est restée dans un amateurisme bon enfant et n'a pas réussi à aligner des candidatures de calibre suffisant.

Et pourtant, la situation économique, désastreuse, aurait dû être propice à la montée d'un vote contestataire...

C'est vrai, la dette publique atteint plus de 150 % du PIB, le troisième ratio le plus élevé du monde. La croissance est très faible alors que les chiffres du chômage, de l'économie informelle et le taux d'extrême pauvreté continuent de croître. Vingt-huit ans après la fin de la guerre, le pays continue de fonctionner avec des générateurs électriques. La raison pour laquelle aucune centrale électrique n'a été construite durant toutes ces années est en partie liée au fait que, dans le cartel des importateurs de fuel, on retrouve, sous divers prête-noms, une bonne partie de l'establishment. La faiblesse de l'Etat face aux intérêts privés et catégoriels reste le problème principal. Sans un Etat fonctionnel et impartial, sans un sens de la citoyenneté qui prédominerait sur les appartenances communautaires, le système actuel se reproduira à l'infini.

Lors de la Conférence économique pour le développement du Liban [Cedre], début avril, à Paris, la communauté internationale a promis plus de 10 milliards de dollars d'aide, tout en exigeant des réformes structurelles. Est-ce un pas dans la bonne direction ?

Je crains que les bailleurs n'aient estimé l'allergie des dirigeants libanais à toute réforme structurelle. On pourrait même se demander si la sollicitude de la communauté internationale ne contribue pas à maintenir le pays dans cette situation. La certitude qu'il y

aura toujours quelqu'un pour nous lancer une bouée de sauvetage permet de remettre aux calendes grecques les réformes dont on a absolument besoin. Elle nous dispense de réfléchir à la manière de sortir de l'économie de rente. Avec nos jeunes souvent bien formés, nous aurions gagné à investir dans l'économie du savoir, l'informatique. Nous aurions pu explorer le modèle irlandais, tenter de nous positionner en centre d'impulsion technologique régional. Au lieu de cela, après avoir laissé tomber notre industrie et notre agriculture, on s'est focalisés sur le tourisme et l'immobilier, qui s'ajoutent aux transferts d'argent de la diaspora. Comme la plupart des pays arabes, même non pétroliers, le Liban fonctionne sur une économie de rente, un modèle qui n'est pas soutenable et qui génère des inégalités.

Le Liban est-il jamais sorti de son après-guerre? Comment pourrait-il se réinventer?
De quelle guerre parle-t-on? De la guerre ci-

vile, entre 1975 et 1990? De la guerre d'Israël avec le Hezbollah en 2006? Nous avons toujours l'impression d'être dans un «entre-deux-guerres». Ici, on parle de «guerre civile permanente», comme si la politique était la poursuite du conflit par d'autres moyens. Mais n'oublions pas la phrase de Talleyrand: «*Quand je me regarde, je me désole, quand je me compare, je me console.*» On a beau trouver folkloriques et dérisoires ces élections, on se dit qu'à tout prendre, on préfère cela à l'autoritarisme ou à la descente aux enfers que connaissent plusieurs mastodontes de la région. Il n'y a pas autant de démocratie qu'on l'espérerait, mais il nous reste beaucoup de libertés. Dans la kermesse électorale libanaise, on peut encore se moquer des hommes politiques, faire du mauvais esprit sur Twitter, sans être expédié en prison, comme c'est le cas dans quasi tous les autres pays de la région.

Par rapport à la montée de l'intolérance à l'échelle internationale, le Liban ne s'en

sort finalement pas si mal...

Il a toujours été un laboratoire. Durant la guerre civile, on parlait déjà des tendances lourdes auxquelles on assiste en Occident, comme l'alliance entre les droites radicales et Israël ou la montée d'un islamo-progressisme. Aujourd'hui, l'altérophobie, la peur de l'autre, l'identitarisme triomphent à l'échelle planétaire, alors qu'ici, les gens continuent de vivre en relative bonne intelligence. Même en l'état, avec toutes ses tares, notre système offre un champ d'études intéressant au reste de la planète. Si le Liban était isolé des tensions régionales, notamment de la confrontation saoudo-iranienne, qui clientélise et instrumentalise les communautés sunnites et chiïtes – de la même façon que la rivalité franco-anglaise, au XIX^e siècle, instrumentalisait les chrétiens et les druzes –, ce pays aurait un énorme potentiel. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR BENJAMIN BARTHE
(CORRESPONDANT, BEYROUTH)